Mélenchonomics contre Reaganomics, selon Éric Berr

Jean-Marie Harribey

Blog Alternatives économiques, 27 octobre 2026
https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2026/10/27/melenchonomics-contre-reaganomics-selon-eric-berr

Notre collègue Éric Berr, économiste à l'Université de Bordeaux, publie *Les Mélenchonomics, Pour une économie démocratique, écologique et populaire* (Les Liens qui libèrent, 2026). Comme il est par ailleurs co-responsable du département d'économie de l'Institut La Boétie (institut de formation de La France insoumise), son livre présente un double intérêt : il propose une réflexion d'analyse économique et il présente les lignes fortes du programme politique proposé par La France insoumise en vue de la campagne présidentielle de Jean-Luc Mélenchon. Compte tenu de la période électorale qui a démarré et du contexte social actuel très tendu en plein mouvement lycéen, ce livre ne pouvait pas mieux tomber. D'autant qu'une première de ses qualités est l'effort pédagogique de l'auteur, dans la mesure où il vise un lectorat le plus large possible.

Poison et contre-poison

Structuré en cinq grands chapitres, ce livre met constamment en parallèle et en opposition les Reaganomics et les Mélenchonomics. D'abord, en faisant un rappel historique sur l'avènement de cette contre-révolution économique et politique que fut le néolibéralisme, commencée sous la responsabilité de Thatcher au Royaume-Uni et de Reagan aux États-Unis. Les maîtres-mots devinrent : responsabilité individuelle (« la société n'existe pas » disait la « dame de fer ») et « en finir avec l'héritage du New Deal et l'État providence » (p. 32). Cette histoire, menée théoriquement par des figures comme celles de Hayek et de Friedman, est maintenant bien connue, mais il n'était pas inutile de la rappeler. D'autant que c'est son aspect socialement et politiquement réactionnaire qui aura des conséquences terribles sur le renforcement du pouvoir et de la domination de la classe sociale qui « a gagné » (p. 43-44), selon le mot du milliardaire Warren Buffett, souvent cité.

Cependant, cette contre-révolution n'est pas restée confinée outre-Atlantique. Malgré la victoire de la gauche en 1981 avec l'élection du président François Mitterrand, la France est passée au néolibéralisme. On pourrait presque dire qu'elle fut pionnière avec Valéry Giscard d'Estaing et son premier ministre Raymond Barre, auteur du premier plan d'austérité. Ensuite, le dénommé « tournant de la rigueur » en 1982-1983 traduisit « la conversion des socialistes au néolibéralisme » (p. 56). Les Delors, Fabius, Bérégovoy furent les apôtres et les organisateurs de cette révolution[1]. Aussi bien entamée par la gauche, la révolution conservatrice franchit une marche avec « les droites décomplexées » (p. 64). Celles-ci attaquèrent frontalement le modèle social français : Juppé contre la sécurité sociale ; Balladur et Fillon contre les retraites ; Sarkozy et son « travailler plus pour [soi-disant] gagner plus » avec sa loi TEPA et « la logique concurrentielle et managériale » (p. 68) imposée à l'Université ; Hollande et son combat avorté contre son ennemie, la finance. Mais le paroxysme est atteint avec les dix ans de macronisme ayant gavé les riches, appauvri les pauvres et sapé protection sociale, hôpital, école et recherche.

Le réquisitoire prononcé par Éric Berr est sans appel : quel que soit le nom qu'on lui donne : néolibéralisme, reaganomics, marchandisation du monde : c'est un « poison » (titre du premier chapitre, p. 21).

[1] On pourrait apporter quelques nuances pour interpréter les politiques menées par les gouvernements socialistes de Rocard et de Jospin (p. 61) à la fois sociales et libérales, comparées à celles des Delors, Bérégovoy et Hollande, carrément libérales.

Le contre-poison sera donc, selon Éric Berr, les Mélenchonomics comme « alternative sociale et écologique » (p. 81). L'idée première, renouant avec les anciens, allant de Smith à Bourdieu en passant par Marx, Weber et Keynes, est que « l'économie est politique » (p. 84 et suiv.). Ensuite, s'appuyant sur une conception circuitiste de l'économie[2] au lieu d'une vision en terme de marché, Éric Berr dessine rapidement comment une autre conception de la monnaie permettrait d'envisager un autre mode de financement des investissements répondant aux besoins sociaux. Au premier plan viennent donc la défense et le développement des services publics. Indiscutablement lié à ceux-ci s'impose « l'impératif de la soutenabilité » (p. 102). Celui-ci initié par l'éco-dévelopement d'Ignacy Sachs puis par le développement soutenable, sous l'égide de l'ONU, se traduira vite par une conception faible de la soutenabilité, postulant la substituabilité entre capital manufacturé et ressources naturelles épuisées et leur commensurabilité.

Dans son ouvrage, Éric Berr passe progressivement de l'analyse économique à l'analyse politique. Le cœur de la stratégie de Jean-Luc Mélenchon « combine trois idées : 1) une transformation matérielle profonde ; une crise des formes politiques héritées ; 3) l'émergence d'un sujet politique central, le peuple, compris non comme une catégorie ethnique ou identitaire, mais comme la majorité sociale appelée à reprendre la souveraineté face à l'oligarchie. » (p.118-119). Il doit s'ensuivre une « révolution citoyenne qui est civique », tout en « présentant toujours un épisode insurrectionnel plus ou moins frontal avec le gouvernement et le pouvoir en place » (p. 122-123). Plutôt qu'une « mondialisation heureuse » jamais advenue, il est temps d'aller vers une « bifurcation heureuse » (p. 124).

Cette bifurcation est pas à pas pensée par les ouvrages programmatiques successifs de Jean-Luc Mélenchon et de La France insoumise : *L'Humain d'abord*, puis *L'Avenir en commun (AEC)*, qui jalonnent les moments de la création du Parti de gauche et du Front de gauche, les candidatures de Mélenchon en 2012, 2017 et 2022, et les programmes législatifs de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (NUPES) en 2022 et du Nouveau Front populaire (NFP) en 2024, tous inspirés très largement des propositions de La France insoumise.

Éric Berr propose un tableau récapitulatif très commode de l'évolution des propositions de *L'AEC*, versions 2017 et 2022, du NFP 2024 et de *L'AEC* 2025 (p. 138-142), d'où il ressort que « les questions sociales et écologiques sont indissociables » (p. 142). Éric Berr peut alors définir « un programme financé, redistributif et soutenable » (p. 150) à travers des « chantiers prioritaires » (dernier chapitre, p. 157 et suiv.).

Le premier de ces chantiers est de « sortir de la dépendance aux marchés financiers » (p. 161) car celle-ci « ne doit pas être vue comme une contrainte extérieure, naturelle ou inévitable, mais comme le produit d'une construction politique » (p. 165). Cela passerait par la « création d'un circuit public du crédit, une sorte de "circuit du Trésor 2.0" » (p. 167).

Les objectifs sont de « retrouver une plus grande souveraineté économique » en créant « les conditions économiques et institutionnelles de relocalisations sélectives (p. 169-171) ; et d'« assurer une plus grande justice sociale » (p. 177 et suiv.) par une profonde réforme fiscale et l'amélioration des services publics.

La planification écologique en sera le moyen car elle est une « méthode de gouvernement de long terme qui consiste à réorganiser la production et la consommation » et un « outil central et indispensable de l'action publique » (p. 186-187). Elle « est une condition de l'avènement d'une société de post-croissance et ne consiste pas seulement à "verdir" l'économie existante » (p. 189).

[2] Les économistes du circuit forment une branche du post-keynésianisme, né dans l'entre-deux guerres des travaux notamment de l'économiste anglaise Joan Robinson et de l'économiste polonais Michal Kalecki.

La dimension de solidarité et de coopération internationales est également présente dans les propositions récapitulées par Éric Berr. Car la finitude des ressources s'impose désormais. « Trois nouvelles frontières » sont à tracer : « le numérique, la mer et l'espace » (p. 198). L'enjeu est donc « bifurcation ou barbarie » (titre de la conclusion, p. 205), selon Éric Berr.

Quelques points de discussion

Puisque le titre de la conclusion rappelle celui de la revue « Socialisme ou barbarie »[3], engageons une discussion à la fois pour signifier l'intérêt de ce livre et approfondir certaines questions. Nous regrouperons celles-ci autour de deux thèmes : la réflexion théorique et la stratégie de transformation sociale et écologique, suivant en cela la structure fondamentale du livre d'Éric Berr.

Sur le premier volet, une remarque préliminaire concerne l'usage du concept de « Reaganomics ». On comprend bien le rappel de l'impulsion qu'ont donnée Reagan et son entourage. Mais Éric Berr ne dit pas ce qui distingue ce concept de celui de néolibéralisme qu'il utilise également de temps en temps. Plus gênant pour le lecteur est le fait que tantôt les Reaganomics sont les économistes et tous les promoteurs de la révolution néolibérale (p. 37, 43, 104, 107, 112, 184[4]), tantôt ils désignent les programmes néolibéraux mis en œuvre ou la philosophie qui les inspire. (p. 29, 31, 48, 49, 74, 206[5]). Cela aurait gagné à être clarifié, un peu comme lorsqu'on parle des néolibéraux ou bien du néolibéralisme lui-même. Ce problème se retrouve également à propos des Mélenchonomics, concept qui englobe les théoriciens (p. 15, 90, 92, 93, 124, 184[6]) ou bien leurs idées (p. 84, 108, 127).

Une deuxième remarque porte sur les références dont se réclame Éric Berr. Les deux références principales annoncées par lui sont Marx et Keynes[7]. Pour Keynes, c'est assez justifié, au vu de l'approche en termes de circuit, de la réhabilitation de l'intervention de l'État, de la progressivité de l'impôt, du choix, autant que faire se peut, de l'autosuffisance nationale, ou encore de la distance prise avec la résolution du problème économique dans un toujours plus de croissance, etc. Mais qu'en est-il à court terme pour résoudre les problèmes du quotidien ? L'auteur le reconnaît lui-même : « le retour de l'urgence sociale et de l'outil conjoncturel » (p. 143) signifie un retour aux bienfaits de la croissance. S'il s'agit ds productions de qualité et soutenables, soit, mais la mise en cohérence avec la stratégie écologique de long terme est la grande difficulté à venir, pas seulement pour le programme des Mélenchonomics, mais pour tous ceux qui ont à cœur une véritable bifurcation.

S'agissant de Marx, c'est plus compliqué. Certes, Éric Berr cite assez longuement Marx sur les rapports de production entre les classes, la domination subie par le travail, la marchandisation générale de la société. Mais on a un peu l'impression qu'il s'agit d'un passage obligé seulement théorique car, dans la pratique, cela n'a pas grand-chose à voir avec

[3] Cette revue fut créée en 1949 par les critiques du stalinisme, dont Cornelius Castoriadis et Claude Lefort. Cette expression avait été aussi utilisée une première fois par Rosa Luxemburg. Elle n'est pas citée par Éric Berr et le titre de la conclusion est suivi de deux citations en exergue de Keynes et de Roosevelt qui en elles-mêmes peuvent être pertinentes, mais qui sont ici quelque peu anachroniques.

[4] Exemples : « Les Reaganomics n'ont cessé de vanter les bienfaits du libre-échange et de la concurrence généralisée » (p. 110). Parfois, dans la même phrase, l'opposition entre les deux façons de comprendre l'expression apparaît nettement : « La crise écologique est sans doute l'échec le plus grave de la *philosophie économique* dominante, *celle des Reaganomics* » (p. 107, je souligne).

[5] Exemples » : Les Reaganomics sont devenus le référentiel économique des institutions internationales » (p. 77) ; « Le rejet croissant du néolibéralisme conduit ses promoteurs à se radicaliser. Les Reaganomics cèdent ainsi progressivement la place à un capitalisme de prédation au sein duquel l'exercice du pouvoir devient de plus autoritaire et coercitif. » (p. 206).

[6] Exemple : « Les Mélenchonomics, au contraire, adoptent une démarche d'économie politique » (p. 90).

[7] D'ailleurs, Christian Chavagneux a titré l'entretien d'Éric Berr qu'il a réalisé pour *Alternatives économiques* : « Le mariage de Marx et de Keynes est au cœur du programme de Jean-Luc Mélenchon », 26 septembre 2026.

le Marx de la maturité : la crise comme contradiction de l'accumulation du capital, l'augmentation de la plus-value absolument ou relativement à la productivité, l'auto-organisation des travailleurs, la classe non réductible au « peuple » de Mélenchon, on y reviendra.

Arrêtons-nous sur deux points-clés chez Marx et qui nous concerne au premier chef aujourd'hui : la crise capitaliste et le travail qui sont assez absents dans le livre d'Éric Berr. Les trois premières phrases de son livre qui suivent la plus célèbre citation de Gramsci mise en exergue de l'introduction sont : « Nous vivons actuellement une quadruple crise. Une crise économique tout d'abord, qui se matérialise par la dégradation de la situation et des perspectives économiques. *Elle est notamment due à la multiplication des crises financières au cours des trois dernières décennies*, avec comme point d'orgue celle de 2007-2008, la plus importante depuis le krach de 1929, dont nous subissons encore les conséquences. » (p. 11, je souligne). Disons d'emblée que la caractérisation de l'imbrication de quatre crises (économique, sociale, écologique et politique) par Éric Berr est tout à fait bien vue. Mais peut-on faire des crises financières à répétition la cause de la crise économique ? Ce serait oublier les difficultés de l'accumulation du capital au sein des pays développés depuis pratiquement soixante ans, avec une lente mais inexorable chute de la croissance de la productivité du travail en dépit de la révolution technique, qui ne peut manquer de se répercuter sur la rentabilité du capital, sauf si la fuite en avant financière ne vient compenser celle-ci, du moins temporairement, accompagnant l'austérité imposée aux travailleurs, avec au bout périodiquement le krach. Le ralentissement de la croissance économique étant antérieur aux politiques néolibérales ne peut être imputé à ces dernières (p. 97). La référence revendiquée à Marx ne devrait-elle pas alors être vérifiée afin de distinguer les causes structurelles et le déclencheur des crises souvent, il est vrai, d'origine financière ?

Indépendamment même des transformations qui se profilent avec l'intelligence artificielle, les questions du travail, de ses conditions, de sa durée, de sa qualité, de ses finalités ne devraient-elles pas être reliées à l'un des points forts soulignés à plusieurs reprises par Éric Berr, à savoir l'indissociabilité du social et de l'écologie ? Il y a là en même temps un enjeu théorique et un enjeu politique et stratégique.

Question stratégie, le point névralgique est l'élévation par Jean-Luc Mélenchon du « peuple » en nouveau « sujet politique » (p. 120) de l'histoire. N'y a-t-il pas un glissement théorique à définir « les prolétaires – c'est-à-dire les travailleurs » à « ce qu'on nomme aujourd'hui les ménages », nous dit Éric Berr (p. 87) ? Les travailleurs disparaissant derrière les ménages, reste le peuple comme « forme politique du grand nombre » ou « nouvel acteur politique et social de l'âge du grand nombre » (JLM, cité par ÉB, p. 120 et 121). Les travailleurs n'étant plus définis en tant que classe sociale (en soi ou pour soi, peu importe ici), la théorisation est contrainte d'adopter une caractérisation vague de « majorité sociale appelée à reprendre la souveraineté face à l'oligarchie » (p. 119). Plus de prolétariat vendant sa force de travail, des ménages ; plus de bourgeoisie propriétaires du capital achetant cette force, une oligarchie. Donc, face à cette dernière, le peuple. Admettons pour une campagne électorale où il faut stigmatiser le 1 %, mais pour l'analyse sociologique ou économique ? Peut-on se contenter de voir que « Dans la théorie de l'ère du peuple et de la révolution citoyenne, le clivage peuple/oligarchie dépasse le simple clivage capital/travail » (p. 120) ? Marx et même Keynes sont-ils encore des référents s'il n'y a plus de travailleurs mais des ménages, plus de classes, plus de révolution socialiste remplacée par la révolution citoyenne ? Pourquoi Jean-Luc Mélenchon aurait-il raison de remplacer la classe par le peuple du fait que « l'écologie politique est le pivot du nouveau projet historique de l'humanisme progressiste » (JLM, cité par ÉB, p. 132) ? Certes, c'est un projet politique inédit, mais c'est la classe dominante bourgeoise propriétaires des moyens de production les plus gigantesques qui impose le mode

de production et le mode de vie conformes à ses intérêts, entraînant une rupture du métabolisme entre l'humain et la nature[8]. Ce ne sont pas les Reaganomics qui ont « fondé » la conception de la soutenabilité faible (p. 104) du développement, elle est inhérente à la théorie néoclassique qui, dès le milieu du vingtième siècle, a initié la dénommée « économie de l'environnement »[9].

Sur le plan stratégique encore, la planification est érigée par La France insoumise et ici par Éric Berr en moyen central de réalisation du nouveau projet. C'est incontestable. Cependant les références mobilisées, notamment Cédric Durand et Razmig Keucheyan[10], ont fait l'objet de critiques, notamment concernant la suppression des prix monétaires prônée par ces deux auteurs[11]. Eric Berr ne va pas jusque-là mais lorsqu'il rapporte à juste titre les avertissements de William Kapp concernant la négligence des coûts sociaux par les entreprises dans leurs comptes, il indique que « [le système des prix] a tendance à accélérer l'exploitation des ressources » (p. 40) ; l'expression est un peu ambiguë, car ce n'est pas le système des prix qui exploite les ressources, mais le système économique, et elle traduit la difficulté que, nous tous, économistes, éprouvons pour articuler une fixation cohérente de prix monétaires, qui reste indispensable, et une comptabilisation de matières, physiquement parlant.

L'engagement d'Éric Berr, et derrière lui de la France insoumise, en faveur de la sauvegarde et du développement des services publics est total. C'est l'un des points les plus évidents qui sépare une gauche de changement véritable et une gauche abandonnée aux sirènes du capitalisme. Que manque-t-il à cet engagement ? Presque rien, sinon le petit détail aux grandes conséquences théoriques et politiques. Éric Berr écrit : « La dépense publique, via la production de services non marchands (les services publics), est créatrice de richesse. » (p. 97)[12]. Certes de richesse, au sens de valeurs d'usage, c'est-à-dire de choses éminemment utiles, mais aussi de valeur au sens économique qui s'ajoute à celle produite au sein des entreprises privées, pour former, en additionnant ces deux valeurs ajoutées, le PIB. Sur celui-ci, déjà donc augmenté de sa partie monétaire mais non marchande, sont effectués les dénommés prélèvements obligatoires[13]. Le grand oublié de cette histoire, c'est le travail qui est accompli (souvent d'ailleurs dans des travaux récemment découverts comme… « essentiels » !), véritable producteur de valeur, propre à répondre à des besoins collectifs et non servant à valoriser le capital[14]. Dans une stratégie de lutte contre le capitalisme et les

---

[8] Voir Marius Bickhardt, Gauthier Delozière et Cannelle Gignoux : *Le marxisme écologique*, La Découverte, Repères, 2026. Recension dans Jean-Marie Harribey, « Le marxisme écologique : un champ de recherche en cours », *Blog Alternatives économiques*, 21 septembre 2026, https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2026/09/21/le-marxisme-ecologique-un-champ-de-recherche-en-cours et dans https://blogs.mediapart.fr/jmharribey/blog/210926/le-marxisme-ecologique-un-champ-de-recherche-en-cours.

[9] Voir Jean-Marie Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable*, Les Liens qui libèrent, 2013, https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/ouvrages/livre-richesse-entier.pdf ; *En quête de valeur(s)*, Éd. du Croquant, 2024.

[10] Cédric Durand et Razmig Keucheyan, *Comment bifurquer, Les principes de la planification écologique*, La Découverte, Zones, 2024.

[11] Pierre Khalfa, « Planification écologique, un débat nécessaire, À propos du livre de Cédric Durand et Razmig Keucheyan », *Les Possibles,* n° 39, Printemps 2024, https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-39-printemps-2024/debats/article/planification-ecologique-un-debat-necessaire-a-propos-du-livre-de-cedric-durand ; Jean-Marie Harribey, « Le calcul écologique en nature de Cédric Durand et Razmig Keucheyan », *Blog Alternatives économiques*, 24 avril 2024, https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2024/04/24/le-calcul-ecologique-en-nature-de-cedric-durand-et-razmig-keucheyan.

[12] Je passe sur le fait que la dépense ne crée rien, ce sont les forces de travail employées qui vont créer.

[13] La faille logique du raisonnement traditionnel, orthodoxe comme hétérodoxe, concernant le travail dans les services non marchands est de considérer que les prélèvements obligatoires sont effectués sur une base qui devrait résulter de ces prélèvements.

[14] Le travail productif de valeur dans la sphère monétaire non marchande est le point aveugle des marxistes traditionnels. Les keynésiens et les post-keynésiens se préoccupent de répartition de la valeur ajoutée, ce en quoi ils ont raison, mais pas de l'origine de cette valeur, contrairement à Keynes lui-même.

politiques destructrices des services publics accentuant la marchandisation du monde, la légitimation d'une sphère abritée des convoitises du capital doit trouver sa légitimité pleine et entière en reconnaissant le caractère productif de valeur du travail exécuté pour la société et non pour le capital. Ce dernier, qui souhaiterait capter ressources et force de travail qui lui échappent, l'a bien compris.

Redisons-le, le livre d'Éric Berr (des Mélenchonomics) est un livre très utile, non seulement pour sortir du galimatias économique médiatique, mais surtout pour donner un argumentaire capable de mettre en pièces les contre-vérités, les erreurs, sans parler des mensonges proférés à l'encontre de ladite « gauche radicale », coupable de tout, même de la crise politique qu'un système à bout de souffle provoque. Ce n'est pas à proprement parler un livre à l'ambition théorique, ce n'est pas tant son objet que celui d'ordre programmatique. Parce qu'il y a une double urgence politique : mettre un coup d'arrêt décisif aux politiques néolibérales et empêcher la résultante de celles-ci, l'extrême droite, d'arriver au pouvoir. Le livre d'Éric Berr essaie de répondre à cette double urgence. Ainsi qu'il le dit en terminant, « L'alternative au bloc bourgeois et à l'extrême droite ne peut alors exister que si une gauche de rupture avec le néolibéralisme parvient à construire un nouveau bloc social rassemblant les classes populaires, les salariés précarisés, une partie des classes moyennes, les jeunes diplômés déclassé, les secteurs attachés aux services publics et les groupes les plus pénalisés par les réformes néolibérales. » (p. 213). Il reste à le faire…